

## Émeutes : quelles leçons pour la gauche ?

Christophe Ramaux (juillet 2023)

Une version courte de cet article est parue dans [Alternatives économique](#) le 21/07/2023

Nous y sommes, au cœur des congés payés, avec Charles Trenet et sa Nationale 7 dont le ciel d'été « Chasse les aigreurs et les acidités / Qui font l'malheur des grand's cités / Toutes excitées ». Des ados taquinant les institutions et donc la police pour s'affirmer n'est pas nouveau. La conduite sans permis et le refus d'obtempérer sont devenus un rite de passage dans nombre de bandes. On doit le déplorer, reconnaître que ce n'est pas simple à gérer. Rien n'autorise cependant à y répondre par la mort. Et celle de Nahel s'ajoute à une trop longue liste. Il y a décidément lieu de revoir certains règles d'intervention de la police. Bourdieu voyait dans le régalién la « main droite » de l'Etat. C'est offrir beaucoup à la droite. N'est-il pas essentiel que les lois et la Constitution même, les institutions les plus « systémiques » donc, posent pour le régalién la mission de faire respecter les droits de l'homme et du citoyen, dont la lutte contre le racisme ? N'est-ce pas une précondition du progrès social ?

Pour refonder la police encore faut-il reconnaître sa légitimité. On mesure la vacuité de ceux qui clament « tout le monde déteste la police ». Et leur infatuation : les forces de l'ordre comptant parmi les services publics les plus populaires, c'est bien une bonne part du peuple que ce « tout le monde » efface. Une émeute a toujours un sens politique. Encore faut-il ne pas se méprendre sur ce sens. Tout ce qui bouge n'est pas rouge. Quand la république recule, les petits rois refont surface. C'est vrai de certains policiers et de certains de leurs syndicats, preuve au passage des dangers bien réels du corporatisme. C'est vrai aussi de ces jeunes qui s'autorisent à piller et à casser, des commerces proches, des mairies, des écoles et à l'occasion des cibles juives ou LGBT. L'extrême-droite pointe dans ces jeunes émeutiers des « sauvages ». Mais certains progressistes ne raisonnent-ils pas de même en les enfermant dans le statut de victimes irresponsables ? Respecter autrui, n'est-ce pas aussi lui dire qu'on désapprouve certains de ses actes ? Derrière le paternalisme compassionnel, c'est finalement le mépris à l'égard de ces jeunes eux-mêmes qui perce.

Un mépris qui s'étend aux « quartiers ». L'extrême-droite est dans son funeste rôle quand elle assimile tous les quartiers et leurs immigrés qui y sont concentrés aux « ensauvagés ». Mais n'est-ce pas lui emboîter le pas que de dire que ce sont les « quartiers » qui ont embrassé les émeutes ? Avec ce souci : si le nombre des jeunes émeutiers a été non négligeable, ils n'en forment pas moins qu'une infime minorité de la jeunesse et *a fortiori* de la population des « quartiers ». Et c'est d'abord dans ceux-ci, on le comprend au regard des dégâts subis, que les émeutes ont été condamnées. Ces autres voix ne méritent-elles pas d'être entendues et respectées ? Le bon côté de la barricade n'était-il pas du côté de ceux, ces mères notamment, qui ont veillé pour protéger « leurs » services publics ?

### La régression d'une certaine gauche vient de loin

N'en déplaise aux libertariens et anarchistes, la société n'est pas un amas d'individus. Vivre ensemble, former société, suppose valeurs et règles partagées. Les appartenances communautaires (familiale, associative culturelle, religieuse...) sont multiples et respectables. La religion offre à sa façon un surmoi qui mérite d'être compris *a fortiori* si l'on souhaite la critiquer<sup>1</sup>. La république soutient toutefois que l'organisation politique de la cité relève du suffrage universel et des lois qui en procèdent et non de la religion, y compris pour permettre à chacun de croire ou non. Les replis communautaires et les régressions religieuses – avec l'islamisme intégriste mais aussi l'évangélisme ici et ailleurs – ont progressé ces dernières années. Certains refusent de le voir, pire battent le pavé contre l'« islamophobie », assimilant ainsi toute critique de la religion – on ne parle pas de la haine des

---

<sup>1</sup> C'est devant *El prendimiento de Cristo* de Goya (le Christ y prend toutes les bassesses et offre tout) à Tolède que l'auteur de ses lignes, athée, a saisi il y a quelques années la puissance que porte – et porte encore pour certains – la religion. Et à choisir, les lignes de Marx sur la religion (dans *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel* – 1844) ne comptent-elles pas parmi ses plus subtiles (« La religion est le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur »...) ?

musulmans – à du racisme, ce malgré Charlie, et les intégristes qui brodent sur cette corde victimaire. Mépris à nouveau : celui de l'essentialisme qui assigne, avec en premières victimes les immigrés ou issus de l'immigration agnostiques ou athées, ou qui croient en respectant la laïcité, sans parler des femmes iraniennes.

Loin des replis identitaires et de la lutte sans fin de tous contre tous, les républicains combattent pour l'égalité et la fraternité afin que tous les citoyens – quelles que soient leurs origines – se sentent membre à part entière de la communauté nationale. Un combat universel, embrassé sous tous les continents : c'est en le reprenant que la Société des amis des Noirs a engagé sa lutte contre la traite, que Saint-Domingue s'est soulevée, que l'esclavage a été aboli sous la Révolution et que les peuples aux quatre coins du monde ont mené combat contre le colonialisme et pour leur indépendance.

Une partie de la gauche n'a jamais saisi la portée révolutionnaire de la république. C'est par elle que Jaurès est venu au socialisme. La Révolution française, souligne-t-il en 1890<sup>2</sup>, a été socialiste en politique, elle a « transféré à la nation toute entière la propriété politique [...] qu'une famille entendait se réserver indéfiniment ». Elle l'a été dans « l'organisation de la famille » avec, la fin des privilèges et du droit d'ainesse, le partage égalitaire de l'héritage, y compris pour les filles. Dans « l'organisation de l'enseignement public » avec les écoles primaires gratuites. Dans « sa conception de la propriété », va-t-il jusqu'à soutenir, en ouvrant le droit de propriété à tous et en le bornant « par la loi », afin de ne pas « préjudicier [...] ni à l'existence, ni à la propriété » des autres. Nul socialisme n'est concevable sans la république a-t-il soutenu inlassablement. On est aux antipodes de ceux qui, aujourd'hui encore – malgré les sphères de l'Etat social échappant au capital (protection sociale, services publics...) bien plus développées que du temps de Jaurès – soutiennent que l'Etat n'est au fond que bourgeois et la République de même. Un Etat néocolonial surenchérisse les mêmes ou d'autres, sans craindre le révisionnisme eu égard à ce qu'était réellement le colonialisme. La République : une expression de la « domination blanche »<sup>3</sup> ? L'extrême droite, à nouveau, est à son aise. De même que Renaud Camus l'est avec l'usage inconsidéré du terme « racisé » : « On critique l'extrême gauche, les BLM [Black Lives Matter], les islamogauchistes, mais ce sont tout de même eux qui nous auront sortis de cette ridicule parenthèse antiraciste et pseudoscientifique selon laquelle les races n'existaient pas »<sup>4</sup>.

La gauche pour transformer réellement la société doit porter un projet à vocation majoritaire. Le droit à la sécurité – la protection sociale a mobilisé son vocabulaire pour se légitimer – en fait évidemment partie. Il en va de même pour la maîtrise de l'immigration. Le contrôle des frontières ne sert à rien supputent les *no border*. Mépris pour la misère du monde cette fois : comme si les migrants ne s'orientaient pas aussi en fonction des conditions d'accueil offertes ou non ; comme si l'ouverture complète des frontières, des droits sociaux et le transport organisé et gratuit afin d'éviter les trafics et leurs naufrages, ne se traduiraient pas immédiatement par l'afflux de millions de migrants. Le patronat le plus rétrograde a toujours été favorable aux vastes flots d'immigration. Jaurès avait su fustiger aussi cela. Au nom de quoi d'ailleurs l'immigration devrait-elle échapper à l'idée qu'en tout domaine la maîtrise politique doit primer<sup>5</sup> ?

La France a été et demeure un pays d'immigration. L'extrême-droite se repaît de la supposée faillite du « modèle républicain d'intégration ». Faut-il reprendre ce refrain alors même que les mariages

---

<sup>2</sup> « Le socialisme et la Révolution française », *La Dépêche de Toulouse*, 22 octobre 1890.

<sup>3</sup> Sur toutes ces questions, voir la roborative mise au point de Stéphane Beaud, Gérard Noiriel (2021) dans *Race et sciences sociales. Essai sur les usages publics d'une catégorie*, Agone. Voir aussi Florian Gulli (2022), *L'antiracisme trahi - Défense de l'universalisme*, PUF, ouvrage salué par Gérard Noiriel dans son précieux [blog](#).

<sup>4</sup> Cité dans l'article documenté de Gaston Crémieux sur le racisme de Renaud Camus, « [Le Grand mâle blanc](#) », *Franc-Tireur*, n°15, 23 février 2022.

<sup>5</sup> Voir sur cette question la courageuse note de la Fondation Jean Jaurès de Renaud Large (2023), « [Ambitieux sur les retraites, ferme sur l'immigration : le modèle social-démocrate danois \(2016-2023\)](#) ».

mixtes, preuve de la résilience de ce modèle dont c'est une singularité, n'ont nullement disparu<sup>6</sup> ? Et quel autre modèle lui opposer ? Celui, américain, du développement pendant longtemps légalement séparé, d'où la distinction de « races » dans le recensement depuis 1790 jusqu'à nos jours<sup>7</sup> ? Même s'il est effectivement mis à mal, on peut au contraire soutenir qu'il y a lieu de défendre un modèle qui, sans écraser les différences – comme ce fut certes le cas pendant longtemps – se propose néanmoins de les subsumer autour de valeurs républicaines partagées. Accueillir dignement les immigrés suppose d'en maîtriser les flux : on s'excuse d'avoir à rappeler cette platitude. Le logement, pour ne citer que lui, n'est pas extensible à souhait. Face aux ghettos ethniques et face au racisme qui existe toujours – y compris au sein de la police ce qui est particulièrement inacceptable –, il y a bien une priorité à relancer l'intégration pour faire peuple commun.

### **Ségrégation spatiale et travail : quelles réponses ?**

Le social – est-ce à un économiste de le rappeler ? – ne se réduit pas aux conditions économiques, contrairement à ce que d'aucuns laissent entendre, aujourd'hui comme en 2005, comme pour excuser les émeutiers. Il est aussi affaire de représentations, de valeurs, d'où d'ailleurs les attitudes différentes au sein des « quartiers » face aux émeutes. Pour faire peuple commun, il y a bien un combat de valeurs à engager. Celui contre la supposée « domination blanche » – comme si on ne pouvait pas être « non blanc » et exploiteur, « blanc » et dominé, *a fortiori* plus de soixante ans après les indépendances – éloigne évidemment du fraternel, ne peut qu'alimenter la bascule de nombre d'ouvriers et d'employés vers le Rassemblement National.

Tout n'est pas qu'économique et il importe d'instiller dans l'économie elle-même les principes républicains, de promouvoir une économie républicaine, expression dont on s'étonne qu'elle n'ait pas surgi plus tôt, comme si l'économie et de la république ne méritaient pas d'être rapprochés<sup>8</sup>. Jaurès, à nouveau, en a posé les jalons. La république est amputée, soulignait-il, si elle ne s'accompagne pas de son volet économique avec la république sociale.

L'économie républicaine doit prévaloir en tout domaine, et notamment sur deux volets en lien direct avec les émeutes.

Celui de la ségrégation spatiale tout d'abord. Fipaddict et Thierry Pech ont fait œuvre utile en invitant à se départir d'un catastrophisme englobant sur les « quartiers »<sup>9</sup>. Dans les Quartiers de la politique de la ville (QPV), le taux de pauvreté (à 43%) est trois fois plus élevé qu'ailleurs en France, le taux d'emploi y est inférieur de 22 points, la mixité sociale recule<sup>10</sup>. Les QPV ne sont pas pour autant des ghettos homogènes et « perdus ». Le taux de chômage et le nombre d'allocataires au RSA y ont plus baissé qu'ailleurs ces dernières années. La mobilité ascendante y existe. Ils sont pour une part comme des aéroports où on atterrit mais d'où aussi on décolle avec une rotation importante des habitants.

La concentration des immigrés et singulièrement des plus pauvres dans les QPV pose problème. Mais comment y remédier ? Le capitalisme libéral creuse les inégalités territoriales. Les communes riches attirent les plus riches, d'où la flambée des prix qui rend le logement inabordable aux moins aisés,

---

<sup>6</sup> Cf. les résultats de la deuxième enquête *Trajectoires et origines* de l'Insee (2022) : [« La diversité des origines et la mixité des unions progressent au fil des générations »](#), Insee Première.

<sup>7</sup> Du premier recensement en 1790 à 1850, seules deux races étaient reconnues : les « blancs » et les « noirs » (avec pour ces derniers les sous-catégories de « libres » et d'esclaves). S'y sont ensuite progressivement ajoutés les « Amérindiens et autochtones d'Alaska », les « Asiatiques », les « Autres races » et (en 2000) les « Autochtones d'Hawaï et des îles du Pacifique ». S'y superposent l'enregistrement des « origines ethniques » (hispaniques, etc.), le tout avec moult conflits sur leurs contours à l'occasion des recensements tous les 10 ans.

<sup>8</sup> Christophe Ramaux (2022), *Pour une économie républicaine. Une alternative au néolibéralisme*, De Boeck.

<sup>9</sup> [« Emeutes urbaines et quartiers prioritaires : comment ne pas se tromper de diagnostic »](#), La Grande Conversation, 13 juillet 2023. Voir aussi Vincent Grimault (2023), [« Non, les banlieues ne coulent pas sous l'argent public »](#), Alternatives économiques, 07 Juillet.

<sup>10</sup> Voir Mathilde Gerardin et Julien Pramil (2023), [« En 15 ans, les disparités entre quartiers, mesurées selon le revenu, se sont accentuées dans la plupart des grandes villes »](#), Insee Analyses, n°79, 11 janvier.

etc. ; à l'opposé, ceux qui en ont les moyens quittent les communes pauvres dès qu'ils le peuvent, d'où l'appauvrissement cumulatif de ces communes. Si les ghettos de pauvres existent, ceux des riches existent aussi et sont bien plus fermés. Seule l'intervention publique peut contrer cette polarisation. Preuve qu'il est possible d'agir, la loi SRU de 2000 y a œuvré. Il est temps d'aller au-delà : en durcissant les pénalités financières à l'égard des communes récalcitrantes à la construction de logements sociaux, mais aussi en accroissant et facilitant la *mobilisation foncière* à la main des préfets pour la construction de ces logements – et en particulier des très sociaux – au sein des communes aisées. Cela permettrait de réduire les temps de transports – une sobriété heureuse – de ceux dont le métier est de travailler dans les quartiers aisés.

Le travail et les métiers justement : c'est le second grand enjeu. Le chômage et les emplois plus souvent à temps partiel et précaires minent les QPV. Les études abondent qui attestent du maintien de la reproduction sociale. Dénoncer celle-ci est évidemment essentiel, mais gare, ce faisant, à ne pas alimenter la disqualification des métiers d'ouvriers et d'employés, d'entretenir l'idée que les occuper est peu ou prou calamiteux. Nous aurons toujours besoin demain d'ouvriers, les vastes chantiers de la bifurcation écologique l'exigent, et d'employés, du fait notamment du vieillissement de la population et donc des besoins liés à la dépendance.

Instiller de la république en économie, c'est aussi soutenir que tous les métiers doivent être tenus pour strictement égaux dans le respect qui leur est dû. En Allemagne, on peut encore être fier lorsque son rejeton accède à un poste d'ouvrier. On en est loin en France, malgré la mise en évidence du rôle essentiel des « premiers de corvée » et autres « secondes lignes » avec le covid. Le magnifique *Discours à la jeunesse* de Jaurès se terminait, ce n'est pas anodin, par un éloge de la fierté du travail bien fait, « *quel qu'il soit* », et des travailleurs qui l'exercent. C'est un enjeu majeur trop souvent omis dans les travaux sur la mobilité sociale : redonner à tous les travailleurs leur fierté.

Les représentations importent : n'est-ce pas au nom de l'égalité des métiers qu'on peut d'autant mieux exiger de réduire les distances entre eux ? Les progressistes aux petits pieds se bornent à promouvoir l'*égalité des chances*. La priorité serait de permettre aux femmes, aux « minorités », voire aux fils d'ouvriers pour les plus hardis, de devenir patron du CAC 40. On peut retenir une autre priorité : un nouvel âge de l'égalité, avec une authentique revalorisation tant matérielle que symbolique des ouvriers et employés et la limitation des écarts pour « ceux d'en haut ». L'égalité des chances y gagnera puisque ce n'est pas en augmentant la hauteur d'une échelle qu'on facilite d'y grimper à son sommet.

### **Il est minuit moins le quart pour la gauche**

En 1936, à la Libération et en 1981, c'est lorsqu'elle a porté la république en politique comme en économie que la gauche a pu accéder au pouvoir, déployer ses grandes réformes. Les promoteurs du néolibéralisme économique savent le bénéfice qu'ils peuvent tirer lorsque ceux qui s'opposent à ce néolibéralisme prennent leur distance avec la république, s'enlisant inexorablement dans des postures minoritaires. La droite, Macron avec, l'a parfaitement compris à l'occasion des émeutes : ils arguent de la défense de la République pour mieux ne rien changer dans la politique économique. La république mérite pourtant mieux qu'une défense hémiplegique. Raphaël Enthoven et Caroline Fourest, pour ne citer qu'eux, s'en posent en gardiens, mais en négligeant son volet social. D'où la défense de la politique économique de Macron, dont la réforme des retraites, dans leur journal *Franc-Tireur*, avec en chroniqueur économique Olivier Babeau, encenseur des dividendes et des milliardaires.

On se désole de la montée du Rassemblement National. Encore faut-il en sonder les ressorts. Cette extrême-droite a tourné le dos à la dénonciation de la « gueuse ». Elle se présente, à sa façon, en défense de la république tant au niveau politique que social, d'où sa progression.

La gauche ne pourra offrir une alternative crédible si elle est dominée par deux pôles qui sont autant d'impasses : l'un, opposé au néolibéralisme économique, mais au message brouillé sur le volet

républicain du politique, l'autre, dont Macron est un pur produit, qui prétend porter ce dernier volet, mais pour mieux justifier le néolibéralisme.

Il est minuit moins le quart pour la gauche. Puisse-t-elle, avec Jaurès, se reconstruire comme gauche authentiquement républicaine et sociale... pour que ne sonne pas son glas.